

Suppression des pensions de reversion : bientôt les veuves. A quand, les orphelins ?



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 20 juin 2018

Source [Boulevard Voltaire] Jusqu'où iront-ils ? C'est la question que l'on peut se poser lorsqu'on observe les ballons lancés en l'air pour tester la capacité d'encaissement – d'aucuns diront de soumission – des Français. Le dernier de ces ballons, après les propos démagogiques du Président sur les aides sociales, c'est celui sur les pensions de réversion.

Dans un document de travail du Haut-Commissariat à la réforme des retraites, la question de leur maintien est désormais posée : « *Compte tenu des évolutions en matière de taux d'emploi des femmes et de conjugalité, doit-on maintenir des pensions de réversion ?* » Et poser la question dans ce genre de document, c'est déjà donner la réponse. Du moins dans les cerveaux, probablement énarques, des rédacteurs. On appréciera les attendus sociaux, voire sociétaux...

Il est vrai qu'en 2014, selon une étude de Milan Bouchet-Valat parue en 2016 dans la revue *Économie et Statistique*, le taux d'emploi des femmes en couple, âgées de 30 à 59 ans, était de 78 %, contre 51 % en 1982. Globalement, toutes les catégories sociales sont concernées par cette évolution. La contribution des femmes qui travaillent aux revenus des ménages a aussi augmenté : 27 % en 1982, 38 % en 2014. On est loin du 50-50. Bouchet-Valat estimait dans son étude qu'il serait atteint vers 2045. Demain, me direz-vous. Notez, tout de même, qu'un responsable de Force ouvrière, en charge du dossier des retraites, est moins optimiste et déclarait cette semaine : « *Au rythme actuel, on parviendra à l'égalité salariale en 2132, autrement dit les pensions ne seront égalitaires qu'à partir de 2175 !* »

Est-ce à dire qu'à terme, on aura résolu ce « petit problème technique » que l'humanité traîne depuis ses origines comme un boulet ? Qu'il faut, en gros, neuf mois de gestation à une femme pour donner naissance à un enfant. Que reprendre son activité professionnelle, au lendemain de son accouchement, pimpante et pomponnée sur ses talons de 15 comme Rachida Dati ou la duchesse de Cambridge, demande un minimum de logistique qui n'est pas à la portée de tout le monde. Bref, à moins d'obliger les femmes à confier la gestation et la période de sevrage de leurs enfants à des professionnelles agréées, on ne voit pas comment l'on pourra empêcher cette interruption minimale dans leur carrière professionnelle. Mais, au fond, c'est peut-être l'idée qui sous-tend dans cette suggestion de supprimer les pensions de réversion. Au nom (on l'aura noté) des évolutions sociétales : « *Évolution en matière... de conjugalité* », dit ce rapport.

Femmes, vous ne remercirez jamais assez les féministes ! Car si, demain, l'on venait à supprimer les pensions de réversion, ce serait un peu beaucoup au nom de l'égalité femmes-hommes, non ? Or, pour de longues décennies encore, le système des pensions de réversion profitera en grande majorité aux femmes. Pour les raisons exposées plus haut et aussi parce qu'elles vivent plus longtemps que les hommes. La misère au nom de l'égalité, on ne nous l'avait pas encore faite, celle-là.

Derrière cette suggestion odieuse qui, à l'évidence, frapperait en tout premier lieu les ménages – le vilain mot ! – les plus modestes se cache le projet « civilisationnel » porté par [Emmanuel Macron](#) et La République en marche. Les solidarités naturelles, et en tout premier lieu la famille traditionnelle, doivent disparaître. Cette proposition de supprimer les pensions de réversion, qui certes ne vient pas de l'Élysée – mais l'ombre de l'ami Jean-Paul Delevoye n'est sans doute pas loin –, mettra-t-elle enfin un terme à cette fascination curieuse pour [Emmanuel Macron](#) chez certains hommes politiques authentiquement de droite, et surtout chez les Français attachés aux valeurs fondamentales de notre civilisation ?